



SECTION DE LA MOSELLE

DECLARATION LIMINAIRE CHSCT du 30/11///2016

Monsieur le Président du CHSCT,

Actualité oblige, nous avons, vous et nous une chose en commun.

Nous faisons partie de ces fonctionnaires, cause de tous les maux de la société française tant la surenchère sur nos soi-disants privilèges va bon train.

Qui dit mieux entre supprimer 500 000 fonctionnaires, nous faire travailler désormais 39H payées 35, et passer l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 65 ans.

Ne nous méprenons pas. le discours ambiant prend et a pris.

Dans une frénésie de réformes à tout prix et à tout-va, le Service Public gage de cohésion sociale et d'égalité de traitement du citoyen n'a plus sa place ;

Les lobbies de la privatisation de pans entiers de nos services et missions gagnent du terrain aidés en cela par des objectifs de rentabilité et de réduction drastique de la dépense publique .

Ajouté à cela la marche forcée vers l'e-administration et on peut légitimement se demander ce qu'il restera demain du Service Public et quelles en seront les conséquences pour les conditions de travail des agents.

Dans l'immédiat, les annonces de notre Ministre faites le 4 octobre dernier lors du CTM (Comité Technique Ministériel) dans le cadre du PLF 2017 (Projet de Loi de Finances) confirment des effectifs en constante diminution.

- 1765 suppressions d'emplois au Ministère pour 2017 avec comme répartition :

-1815 DGFIP; +261 DOUANE ; -25 DGE ; -97 INSEE ; 0 DGCCRF ; -17 DGT et le recrutements de 263 apprentis .

FORCE OUVRIERE réaffirme son opposition aux suppressions d'emplois .

L'ordre du jour de ce CHSCT sera aussi l'occasion de redire nos revendications sur 2 dossiers :

INSEE ; Le sujet de la restauration collective sur le futur site de l'INSEE à METZ (Bâtiment de l'ancienne gare) reste entier. FO réaffirme sa demande d'une cantine sur place compte-tenu des effectifs implantés (400 agents au total).

Sur le sujet de l'amiante, après l'accord donné à la demande de FO et des autres syndicats d'une zone de confinement des locaux à Metz, demande relayée à tous les niveaux, nous sommes dans l'attente de précisions sur les résultats des tests effectués.

DOUANES ; Au SNDFR (Service National Douanier de la Fiscalité Routière) FO rappelle sa demande des effectifs annoncés pour assurer cette mission nouvelle, les agents vivant à présent une situation de surcharge forte de travail.